



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

**N° 110 - FOURNITURE DE REACTIFS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRES AVEC
MISE A DISPOSITION D'AUTOMATES A TITRE GRATUIT**

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - FORME	4
2.2. - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	5
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	5
4.1.1. - Parties signataires.....	5
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	5
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	6
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	6
4.3. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
4.4. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	6
ARTICLE V - CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION.....	7
5.1. - CARACTERISTIQUES DE LA MISE A DISPOSITION	7
5.2. - PROPRIETE DE L'EQUIPEMENT	7
5.3. - RESPONSABILITE	7
5.4. - CONDITIONS FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION	8
ARTICLE VI - CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
6.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	8
6.1.1. - Délai de livraison, d'installation et de mise en service des automates	8
6.1.2. - Délai de livraison des réactifs et consommables de laboratoires	8
6.2. - MODALITES DE LIVRAISON	8
6.2.1. - Lieu de livraison.....	9
6.2.2. - Conditions de livraisons	9
6.3. - TRANSFERT DE RISQUES.....	9
6.4. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	9
ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION.....	10
7.1. - VERIFICATIONS RELATIVES AUX AUTOMATES MIS A DISPOSITION : RECEPTION	10
7.2. - VERIFICATIONS RELATIVES AUX REACTIFS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRES.....	10
ARTICLE VIII - ASSURANCE.....	11
ARTICLE IX - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	11
9.1. - CONTENU DES PRIX.....	11
9.2. - FORME DU PRIX	11
9.3. - VARIATION DES PRIX	11
9.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	11
9.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	11
9.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	11
9.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	12

9.3.5. - Modalités de révision des prix.....	12
9.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE	12
9.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE	12
ARTICLE X - CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES	13
11.1. - MODALITES DE FACTURATION.....	13
11.2. - DELAI DE PAIEMENT	13
11.3. - INTERETS MORATOIRES	13
ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
12.1. - AVANCE	14
12.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	14
ARTICLE XIII - PENALITES	14
13.1. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DE LA MISE EN SERVICE DES AUTOMATES.....	14
13.2. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DE LIVRAISON DES REACTIFS ET CONSOMMABLES	14
13.3. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD D’EXECUTION DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE.....	15
13.4. - PENALITES APPLICABLES EN CAS D’INDISPONIBILITE DES MATERIELS ET LOGICIELS MIS A DISPOSITION EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE	15
ARTICLE XIV - RESILIATION DU MARCHE.....	15
ARTICLE XV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	16
ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

- | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------------------|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Fournitures | <input type="checkbox"/> Services | <input type="checkbox"/> Travaux | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Achat | <input type="checkbox"/> Crédit-bail | <input type="checkbox"/> Location | <input type="checkbox"/> Location-vente |

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet la **fourniture de réactifs et consommables de laboratoires avec mise à disposition d'automates à titre gratuit nécessaires à la réalisation de diverses analyses** par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Les fournitures sont livrées au Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **2 lots** définis ci-dessous :

- **LOT N° 915** - FOURNITURE DE REACTIFS ET CONSOMMABLES POUR EXTRACTION ET PREPARATION DE PCR TEMPS REEL AVEC MISE A DISPOSITION D'AUTOMATE(S) D'EXTRACTION ET DE DISTRIBUTEUR(S) AUTOMATIQUE A TITRE GRATUIT
- **LOT N° 939** - FOURNITURE DE REACTIFS ET CONSOMMABLES POUR AUTOMATE DOSANT LES D-DIMERES, LE FACTEUR WILLEBRAND ACTIVITE, LES AC ANTI-F4P/HEPARINE, L'ADAMTS13 AVEC MISE A DISPOSITION DE L'AUTOMATE A TITRE GRATUIT ET DE SON BACK UP

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire ou multi-attributaires :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, avec un minimum et un maximum.

Les minimums annuels, exprimés en quantité, sont fixés dans l'état récapitulatif des besoins annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (annexe n° 2 au CCTP).

Les maximums annuels ne pourront excéder quatre fois ces minimums.

Pour la période initiale, le maximum sera établi au prorata temporis.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims s'engage pour les minimums, le titulaire s'engage pour les maximums.

2.2. - Durée du marché

Le marché est passé pour la période à compter de la date de réception de la notification, jusqu'au 30 juin 2027.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 2 périodes de 12 mois, soit du :

- 1^{er} juillet 2027 au 30 juin 2028,
- 1^{er} juillet 2028 au 30 juin 2029.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- L'offre technique du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims représenté par sa Directrice Générale.

Et

- L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Pour les prestations autres que les prestations de fourniture, dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au Centre Hospitalier Universitaire de Reims ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées,
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois,
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

4.4. - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, et après accord du Pôle de Biologie Territoriale, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

ARTICLE V - CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION

5.1. - Caractéristiques de la mise à disposition

La mise à disposition comprend les prestations suivantes :

- La livraison, l'installation, la qualification et la mise en service des automates (y compris la connexion informatique si nécessaire et la fourniture des réactifs et consommables nécessaires à la qualification des automates),
- Tous les dispositifs, matériels et logiciels nécessaires à l'interface avec le système informatique du laboratoire devront être intégrés à cet appareil,
- Un logiciel adéquat permettant une interprétation standardisée des résultats,
- Les mises à jour des logiciels utilisés pour l'interprétation des résultats,
- La formation des personnes utilisatrices à son siège ou sur le site pour permettre le fonctionnement satisfaisant de l'appareil (compris tous les frais de séjour et de déplacements qui y sont liés),
- La prise en charge totale du service après-vente : mise au point des équipements, formation du personnel, maintenance préventive et corrective (comprenant le déplacement, les pièces détachées et la main d'œuvre),
- La prise en charge de tous les réactifs et consommables nécessaires à la maintenance (plaques calibrations ...),
- L'assistance téléphonique ou support mail,
- L'enlèvement de tous les emballages le cas échéant (si non conservation possible des emballages au Pôle de Biologie Territoriale),
- Le retour d'appareillage à la fin du marché.

5.2. - Propriété de l'équipement

Pendant la durée de la mise à disposition, l'équipement reste la propriété du fournisseur qui en assure la maintenance totale (mise au point, pièces et main d'œuvre).

5.3. - Responsabilité

Le fournisseur titulaire du marché, propriétaire de l'équipement, doit en assurer l'entretien courant, conformément aux spécifications établies par le constructeur.

Il est donc responsable de tout accident ou dommage qui pourrait survenir, s'il n'est pas établi une utilisation anormale de l'équipement.

5.4. - Conditions financières de la mise à disposition

La mise à disposition des équipements, telle que définie à l'article 5.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ne doit occasionner aucun frais supplémentaire.

ARTICLE VI - CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Le bon de commande est communiqué par fax ou par mail ou par EDI (Echange de Données Informatisées) (aucune commande par téléphone).

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire du marché,
- La référence au présent marché,
- La désignation de la fourniture ou sa référence,
- Les quantités commandées,
- La date ou les délais et le lieu de livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

6.1.1. - Délai de livraison, d'installation et de mise en service des automates

Le titulaire doit livrer, installer et mettre en service des automates dans le délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la notification du marché.

Tout retard de mise en service entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 13.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.1.2. - Délai de livraison des réactifs et consommables de laboratoires

Les fournitures sont livrées dans le délai maximal d'1 mois à compter de la date de réception du bon de commande.

Toutefois, le bon de commande peut préciser une date ou un créneau de livraison. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard courent à compter de la date de livraison ou du dernier jour du créneau de livraison précisés sur les bons de commande.

Tout retard de livraison entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 13.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.2. - Modalités de livraison

Chaque livraison est effectuée franco de port et d'emballage au lieu, à la date et à l'heure précisés sur le bon de commande.

Pour les livraisons des commandes programmées, les livraisons s'effectueront la 1^{ère} SEMAINE DE CHAQUE MOIS.

6.2.1. - Lieu de livraison

Le lieu de livraison est précisé sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire du marché et ne peut être facturée au Centre Hospitalier Universitaire de Reims. Un deuxième envoi est effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.

En cas de problèmes dans les circuits de distribution normaux (ex. grève des transporteurs, intempéries...), le titulaire du marché assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

6.2.2. - Conditions de livraisons

Les livraisons sont accompagnées d'un bon de livraison, **mentionnant le numéro du bon de commande (un seul bon de commande par livraison)**, et pour chaque produit, les renseignements suivants :

- Le numéro du lot pour la traçabilité,
- La date de fabrication,
- La date de péremption (visible),
- Le certificat de qualité,
- La notice d'emploi et la fiche de stress,
- La composition détaillée du produit,
- La toxicité des produits,
- Les précautions d'utilisation,
- Le certificat de marquage CE IVD pour les réactifs et consommables nécessaires à l'extraction simultanée de l'ARN et de l'ADN viral ou bactérien à partir de prélèvements biologiques **pour le lot 915**.

Les conditions de température de stockage doivent figurer de manière lisible sur l'emballage extérieur des fournitures.

Toutes ces informations sont obligatoirement rédigées en langue française.

6.3. - Transfert de risques

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

6.4. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION

7.1. - Vérifications relatives aux automates mis à disposition : réception

Les vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Ces vérifications consistent en la vérification de la conformité de la livraison, du bon fonctionnement du matériel livré, de la conformité des résultats et de la fourniture des documents et la réalisation des prestations, visées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La réception est différente de la livraison.

Lorsque le matériel est en ordre de fonctionner, le titulaire doit en assurer la notification auprès du Responsable des Achats du Pôle de Biologie Territoriale du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Si la livraison répond aux spécifications du marché et si les essais sont satisfaisants, il sera prononcé, dans un délai maximal de 30 jours après notification et à un jour choisi d'un commun accord, la réception sans réserve du matériel, et le procès-verbal de réception et mise en service sera dressé immédiatement, en deux exemplaires (un pour le titulaire et un pour le Centre Hospitalier Universitaire de Reims).

Dans le cas contraire, la réception sera ajournée, et le titulaire devra notifier une seconde mise en ordre de fonctionnement dans les mêmes délais que précédemment.

En cas de deux ajournements, le marché sera susceptible d'être résilié.

7.2. - Vérifications relatives aux réactifs et consommables de laboratoires

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire de Reims pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de **15 jours** à compter de la livraison des fournitures.

A défaut de décision dans ce délai de **15 jours**, l'admission est réputée acquise.

ARTICLE VIII - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- D'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE IX - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1. - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

9.2. - Forme du prix

Le marché est traité par application de prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées.

9.3. - Variation des prix

9.3.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

9.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets ; ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

9.3.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

9.3.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée au 1^{er} juillet 2027 et au 1^{er} juillet 2028 en cas de reconduction.

9.3.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la remise initiale en pourcentage du titulaire sur son nouveau tarif.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au moins un mois avant la date de révision des prix du marché par courriels à vbeaulieu@chu-reims.fr et melanie.gaillard@chu-reims.fr OU par courrier postal à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS
Pôle de Biologie Territoriale
Rue du Général Koenig
51092 REIMS Cedex
A l'attention de Madame BEAULIEU

A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente seront reconduits.

9.4. - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 1,5 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 1,5 %

9.5. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE X - CLAUSE DE REEXAMEN

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims pourra, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique :

- Commander une référence complémentaire à celles initialement prévues au marché (complément de gamme), dans la limite du volume et du montant maximums du lot et aux conditions cumulatives suivantes :
 - Le nouveau produit – qu'il se substitue à une référence existante ou s'ajoute - réponde aux spécifications techniques du CCTP et de ses annexes n°1 et n°2 et soit similaire au(x) produit(s) du lot, avec une qualité au moins équivalente au(x) produit(s) déjà référencé(s),
 - Le nouveau produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence avec un produit d'un autre lot,
 - L'intégration du nouveau produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de la mise en concurrence.

ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES

11.1. - Modalités de facturation

La facturation pourra se faire au coût patient rendu (CPR) ou au coût réactifs



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

11.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date de livraison si la date de réception de la facture est antérieure à la date de livraison, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire de Reims du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

11.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

12.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT, l'avance est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

12.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XIII - PENALITES

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.1. - Pénalités applicables en cas de retard de la mise en service des automates

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai de mise en service des automates, tel qu'il est défini à l'article 6.1.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité de **100 €** par jour calendaire de retard.

13.2. - Pénalités applicables en cas de retard de livraison des réactifs et consommables

Lorsque le délai de livraison des réactifs et consommables, tel qu'il est défini à l'article 6.1.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, est dépassé, des pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = le nombre d'analyses en retard multiplié par le coût unitaire de l'analyse,

R = le nombre de jours de retard.

13.3. - Pénalités applicables en cas de retard d'exécution dans le cadre de la maintenance

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, à défaut d'intervenir dans le délai fixé à l'annexe n° 1 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, une pénalité égale à **100 €** par jour ouvré de retard.

13.4. - Pénalités applicables en cas d'indisponibilité des matériels et logiciels mis à disposition en cours d'exécution du marché

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité d'un matériel et/ou logiciel pour lequel le titulaire assure la maintenance totale dépasse, à compter de l'envoi de la demande d'intervention au titulaire ou à compter du premier jour d'immobilisation du matériel et/ou logiciel dans le cadre d'une maintenance effectuée à l'initiative du titulaire - propriétaire du matériel/logiciel - les seuils fixés, à 5 jours ouvrés pour une maintenance sur site, à distance ou dans les locaux du titulaire, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à **100 €** par jour ouvré de retard et par matériel et/ou logiciel par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS.

Cette pénalité est cumulable avec les autres pénalités et notamment avec celle prévue à l'article 13.3 ci-avant.

ARTICLE XIV - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 9.4 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :

- 1) Au débit du titulaire :

- a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde,
- b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le Centre Hospitalier Universitaire cède à l'amiable au titulaire,
- c. Le montant des pénalités.

2) Au crédit du titulaire :

- a. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires,
- b. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du Centre Hospitalier Universitaire telles que le stockage des fournitures.

ARTICLE XV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article	7.2	du présent CCAP déroge à l'article	27.3	du CCAG/FCS.
L'article	VIII	du présent CCAP déroge à l'article	9.2	du CCAG/FCS.
L'article	9.4	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42	du CCAG/FCS.
L'article	XIII	du présent CCAP déroge aux articles	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5	du CCAG/FCS.
L'article	XIV	du présent CCAP déroge aux articles	38, 42 et 43	du CCAG/FCS.

Reims, le 23 juillet 2025

Pour la Directrice Générale,
et par délégation
Le Directeur des achats

David ROZÉ